

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, à l'expiration de la mission, le rapport de fond, visé au paragraphe 1^{er}, et le rapport financier, visé au paragraphe 2, sont transmis à l'agence au plus tard trois mois après l'expiration de la mission de la structure de coopération.

L'agence transmet le rapport substantiel visé au paragraphe 1^{er} et le rapport financier visé au paragraphe 2, au Gouvernement flamand.

Art. 5. La structure de coopération prend les mesures de sécurité organisationnelles et techniques suivantes pour le traitement des données à caractère personnel par le centre de contact qu'il crée :

- 1° les collaborateurs du centre de contact ont signé une déclaration de confidentialité leur rappelant qu'ils sont tenus au secret professionnel. Cette déclaration de confidentialité mentionne les obligations auxquelles les collaborateurs doivent satisfaire, ainsi que les sanctions éventuelles qu'ils peuvent encourir en cas de non-respect du secret professionnel;
- 2° en cas d'échange de données, de la fixation des mesures techniques et organisationnelles de protection des données à caractère personnel à prendre, lors de la définition et de l'exécution de nouveaux traitements de données à caractère personnel ou lors d'adaptations aux traitements existants, la structure de coopération consulte une équipe de sécurité composée au moins des fonctionnaires en charge de la protection des données de tous les partenaires externes de la structure de coopération et du fonctionnaire en charge de la protection des données de l'agence;
- 3° les mesures techniques et organisationnelles prises pour la protection des données à caractère personnel feront l'objet d'un audit par une équipe d'audit interne ou externe;
- 4° le centre de contact donne à toute personne qu'ils contactent ou visitent, pour autant qu'elle ne dispose pas encore des informations, les informations prévues dans le règlement général sur la protection des données concernant le traitement de leurs données à caractère personnel et les informe de l'endroit où elles peuvent retrouver ces informations.

Art. 6. La notification telle que visée à l'article 44, § 3, du décret du 21 novembre 2003, du COVID-19 doit se faire dans les vingt-quatre heures qui suivent la première suspicion clinique, épidémiologique ou de technicité de laboratoire réaliste. La notification à la base de données se fait par voie électronique sécurisée, dans le respect des exigences relatives à l'échange de données de santé.

La méthode électronique sécurisée signifie que la communication se fait par un message crypté ou par le biais d'une application web sécurisée, mise à disposition par l'autorité compétente aux personnes soumises à l'obligation de déclaration.

Les données à caractère personnel visées à l'article 5, § 2, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 29 mai 2020, peuvent également être traitées à des fins statistiques ou d'aide à la décision politique, dans la mesure où ces données à caractère personnel sont anonymisées.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 11 mai 2020.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2020/202531]

27. APRIL 2020 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1987 zur Ermunterung der Pflege der hochdeutschen Sprache in den Schulen

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Die Überschrift des Dekrets vom 21. Dezember 1987 zur Ermunterung der Pflege der hochdeutschen Sprache in den Schulen wird wie folgt ersetzt:

"Dekret über die Vergabe eines jährlichen Preises für besondere schulische Leistungen in Bezug auf die Beherrschung der deutschen Sprache".

Art. 2. Die Artikel 1 bis 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. Mai 2009, werden wie folgt ersetzt: "

" Artikel 1 - Zielsetzung

Das Parlament verleiht jährlich Preise für Schüler und Auszubildende der Abschlussklassen aller von der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts-, Ausbildungs- und Weiterbildungseinrichtungen, die die deutsche Hochsprache besonders gut in Wort und Schrift beherrschen.

Art. 2 - Bedingungen

§ 1 - Preise werden an die Schüler oder Auszubildenden vergeben, die:

1. im Unterrichtsfach "Deutsch" die besten Leistungen erzielt haben und
2. ihren Studiennachweis in einer Abschlussklasse erlangen.

In Abweichung zu Absatz 1 Nummer 1 werden in der Musikakademie Preise vergeben an Schüler, die die besten Leistungen im Unterricht "Sprache und Theater" erzielt haben.

In Abweichung zu Absatz 1 Nummer 2 dürfen im Förderschulwesen Preise an die Schüler verliehen werden, die lediglich eine abschließende Schulbesuchsbescheinigung, aber keinen entsprechenden Studiennachweis erhalten.

§ 2 - Für jede Unterrichts-, Ausbildungs- und Weiterbildungseinrichtung wird jeweils ein einziger Preis für Absolventen aller Abschlussklassen von ein und derselben Unterrichtsebene und von ein und derselben Unterrichtsform verliehen.

In Abweichung zu Absatz 1 wird im Grundschulwesen in jeder Einrichtung jeweils ein Preis pro Abschlussklasse vergeben.

Art. 3 - Ausführung

Das Präsidium führt die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets aus und legt insbesondere Folgendes fest:

1. die Art und den Höchstwert des jeweiligen Preises;
2. die Abschlussklassen, in denen Preise zu vergeben sind;
3. die Modalitäten zur Vergabe des Preises.

Art. 4 - Finanzierung

Die Kosten für die Vergabe der Preise werden vom Parlament getragen. "

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 27. April 2020

O. PAASCH

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen

A. ANTONIADIS

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

I. WEYKMANS

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien

H. MOLLERS

Der Minister für Bildung, Forschung und Erziehung

—
Fußnoten

Sitzungsperiode 2019-2020

Nummerierte Dokumente: 32 (2019-2020) Nr. 1 Dekretvorschlag

32 (2019-2020) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 27. April 2020 - Nr. 11 Diskussion und Abstimmung

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2020/202531]

27 AVRIL 2020. — Décret portant modification du décret du 21 décembre 1987 tendant à promouvoir le bon emploi du haut-allemand dans les écoles

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 21 décembre 1987 tendant à promouvoir le bon emploi du haut-allemand dans les écoles est remplacé par ce qui suit :

« Décret relatif à l'octroi d'un prix annuel pour des résultats scolaires particuliers dans la maîtrise de la langue allemande ».

Art. 2. Les articles 1^{er} à 4 du même décret, modifié par le décret du 11 mai 2009, sont remplacés par ce qui suit :

« Article 1^{er} - Objectif

Chaque année, le Parlement octroie des prix aux élèves et apprentis maîtrisant particulièrement bien le haut-allemand, tant à l'oral qu'à l'écrit, et fréquentant les classes terminales de tous les établissements d'enseignement, de formation et de formation continue organisés ou subventionnés par la Communauté germanophone.

Art. 2 - Conditions

§ 1^{er} - Des prix sont octroyés aux élèves ou apprentis qui :

- 1° ont obtenu les meilleurs résultats dans le cours d'allemand et
- 2° obtiennent leur certificat d'études dans une classe terminale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, des prix sont octroyés aux élèves qui, à l'académie de musique, ont obtenu les meilleurs résultats dans le cours « Langue et théâtre ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, des prix peuvent être octroyés aux élèves de l'enseignement spécialisé qui obtiennent seulement une attestation finale de fréquentation scolaire, mais pas le certificat d'études correspondant.

§ 2 - Pour chaque établissement d'enseignement, de formation et de formation continue, un seul prix est octroyé pour les élèves de toutes les classes terminales d'un seul et même niveau et d'un seul et même type d'enseignement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un prix est octroyé par classe terminale dans chaque établissement de l'enseignement fondamental.

Art. 3 - Exécution

Le bureau du Parlement exécute les dispositions du présent décret et fixe notamment :

- 1° la nature des différents prix et leur valeur maximale;
- 2° les classes terminales dans lesquelles des prix seront octroyés;
- 3° les modalités d'octroi du prix.

Art. 4 - Financement

Les frais liés à l'octroi des prix sont supportés par le Parlement. »

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le lundi 27 avril 2020.

O. PAASCH,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances

A. ANTONIADIS,

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement

I. WEYKMANS,

Ministre de la Culture et du Sport, de l'Emploi et des Médias

H. MOLLERS,

Le Ministre de l'Éducation, et de la Recherche scientifique

Notes

Session 2019- 2020

Documents parlementaires : 32 (2019-2020) n° 1 Proposition de décret

32 (2019-2020) n° 2 Texte adopté en séance plénière

Compte rendu intégral : 27 avril 2020 - n° 11 Discussion et vote

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2020/202531]

27 APRIL 2020. — Decreet tot wijziging van het decreet van 21 december 1987 tot aanmoediging van het verzorgd gebruik van de Duitse taal op school

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 21 december 1987 tot aanmoediging van het verzorgd gebruik van de Duitse taal op school wordt vervangen als volgt:

"Decreet tot toekenning van een jaarlijkse prijs voor bijzondere schoolprestaties op het gebied van de beheersing van de Duitse taal".

Art. 2. De artikelen 1 tot 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2009, worden vervangen als volgt:

"Artikel 1 - Doelstelling

Het Parlement verleent jaarlijks prijzen aan leerlingen en lerenden uit de eindklassen van alle door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen, opleidingsinstellingen en instellingen voor voortgezette opleiding die de Duitse taal mondeling en schriftelijk bijzonder goed beheersen.

Art. 2 - Voorwaarden

§ 1 - Er worden prijzen uitgereikt aan de leerlingen of lerenden die:

1. in het vak 'Duits' de beste resultaten behaald hebben en
2. hun studiegetuigschrift in een eindklas krijgen.

In afwijking van het eerste lid, 1°, worden in de muziekacademie prijzen uitgereikt aan leerlingen die de beste resultaten hebben behaald in de afdeling 'Taal en Theater'.

In afwijking van het eerste lid, 2°, mogen in het gespecialiseerd onderwijs prijzen worden uitgereikt aan leerlingen die wel een afsluitend attest van schoolbezoek krijgen, maar geen studiegetuigschrift behalen.

§ 2 - Per onderwijsinstelling, opleidingsinstelling en instelling voor voortgezette opleiding wordt telkens één enkele prijs uitgereikt voor alle eindklassen binnen één en hetzelfde onderwijsniveau en binnen één en dezelfde onderwijsvorm.

In afwijking van het eerste lid wordt in het basisonderwijs in elke instelling telkens één prijs per eindklas uitgereikt.

Art. 3 - Uitvoering

Het Bureau voert dit decreet uit en bepaalt in het bijzonder:

1. de aard van de verschillende prijzen en de maximale waarde ervan;
2. de eindklassen waar prijzen uitgereikt worden;
3. de nadere regels voor de prijsuitreiking.

Art. 4 - Financiering

De kosten voor de prijsuitreiking worden door het Parlement gedragen.”

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 27 april 2020.

O. PAASCH,

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS,

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS,

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

H. MOLLERS,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

—
Nota's

Zitting 2019-2020

Parlementaire stukken: 32 (2019-2020) Nr. 1 Voorstel van decreet

32 (2019-2020) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 27 april 2020 - Nr. 11 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41786]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au congé parental « corona » dans le contexte de la pandémie du coronavirus

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le rapport du 14 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mai 2020;

Vu le protocole de négociation n° 775 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 27 mai 2020;

Vu l'avis n° 67.501/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que le congé parental corona instauré par l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 23 du 13 mai 2020 pris en exécution de l'article 5, § 1, 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19(II) visant le congé parental corona a produit ses effets le 1^{er} mai 2020;

Considérant que ce congé parental « corona » s'applique automatiquement à tous les membres du personnel contractuel qui peuvent réduire leurs prestations de travail dans le cadre du congé parental assorti d'une allocation d'interruption de l'Office National de l'Emploi;

Considérant que ce congé est par conséquent applicable aux membres du personnel contractuel régis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;